

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Paris, le 17 FEV. 2017

Secrétariat général

Direction générale  
des ressources  
humaines

Service des personnels  
enseignants de  
l'enseignement  
supérieur et de la  
recherche

Sous-direction des  
études de gestion  
prévisionnelle,  
statutaires et des  
affaires communes

Département des études  
statutaires et  
réglementaires

DGRH A1-2///

n° 0023

Affaire suivie par  
Jean-Michel MENCE

Téléphone

01 55 55 47 94

Télécopie

01 55 55 47 99

Courriel.

Jean-michel.mence@  
education.gouv.fr

72 rue Rénault  
75243 Paris cedex 13

La ministre de l'éducation nationale, de  
l'enseignement supérieur et de la recherche

à

Mesdames et Messieurs les présidents et  
directeurs des établissements publics  
d'enseignement supérieur  
S/c de Mesdames et Messieurs les recteurs  
d'académie, chanceliers des universités

**Objet :** création de régimes d'intéressement sur le fondement de l'article L 954-2 du code de l'éducation au sein des établissements publics d'enseignement supérieur ayant accédé aux RCE.

**Références :** Article L. 954-2 du code de l'éducation.

Depuis la mise en œuvre de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU), les établissements ayant accédé aux responsabilités et compétences élargies ont développé des dispositifs indemnitaires de natures très variées, sur le fondement de l'article L. 954-2 du code de l'éducation.

La Cour des comptes a mis en lumière à plusieurs reprises, à l'occasion de contrôles de la gestion des établissements d'enseignement supérieur, une utilisation de ces dispositifs d'intéressement qui ne serait pas conforme aux textes en vigueur.

Par ailleurs plusieurs d'entre vous m'ont sollicité afin d'avoir des précisions sur les modalités de création de ces régimes d'intéressement.

Dans ces conditions, la présente circulaire a pour objet de préciser les conditions d'application des dispositions de l'article L954-2 du code de l'éducation dans le respect de l'autonomie des établissements.

### 1. La notion de dispositif d'intéressement

Le deuxième alinéa de l'article L. 954-2 du Code de l'éducation dispose que « *le conseil d'administration peut créer des dispositifs d'intéressement permettant d'améliorer la rémunération des personnels* ».

La création d'un régime d'intéressement est facultative. Elle procède de la volonté d'associer les personnels à l'atteinte des objectifs de la politique de l'établissement. Ces objectifs doivent être déclinés de manière concrète et précise. Il peut s'agir d'intéressement individuel ou collectif.

2 / 3

Les systèmes indemnitaires ainsi créés peuvent avoir pour but de reconnaître l'investissement des personnels notamment dans les domaines suivants :

- Implication dans une évolution institutionnelle de l'établissement ou dans des projets de service.
- Implication particulière en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des étudiants.
- Gestion d'évènements d'une ampleur particulière (élections, déménagement de service...).
- Développement de partenariats extérieurs.

En revanche, ils ne peuvent pas donner lieu à un versement résultant uniquement du simple exercice des missions statutaires de l'agent.

Les régimes d'intéressement peuvent être cumulés avec tout autre régime réglementaire existant et ne doivent en aucun cas se substituer aux régimes indemnitaires prévus réglementairement. Ainsi, les personnels bénéficiant d'un intéressement au titre de l'article L.954-2 précité, peuvent parallèlement prétendre au dispositif prévu par le décret n° 2010-619 du 7 juin 2010 fixant les modalités de l'intéressement des personnels de certains établissements publics relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche pour services rendus lors de la participation à des opérations de recherche scientifique ou de prestations, dès lors que ces dispositifs ne concernent pas la même activité.

Les régimes d'intéressement n'ont pas non plus pour objet de contourner le plafonnement des régimes indemnitaires existants. Il s'agit de compléter ces régimes indemnitaires en fonction des objectifs de la politique de l'établissement.

## **2. Les bénéficiaires**

L'ensemble des personnels enseignants et BIATSS des établissements publics d'enseignement supérieur ayant accédé aux RCE est éligible aux dispositifs d'intéressement y compris les agents non titulaires. Toutefois, les régimes d'intéressement peuvent ne concerner que certains services ou certaines catégories de personnels.

## **3. Les modalités de mise en œuvre**

Il appartient aux établissements de définir leur régime d'intéressement par délibération de leur conseil d'administration.

Cette délibération doit préciser :

- la définition des objectifs associés au régime d'intéressement ;
- les catégories de personnels concernés ;
- les critères permettant d'apprécier et de mesurer la réalisation des objectifs fixés et les contributions collectives ou individuelles de façon objective et précise
- les critères et les modalités d'attribution ;
- l'enveloppe budgétaire globale consacrée au dispositif ;
- le montant maximal d'intéressement par bénéficiaire ;
- les modalités de versement.

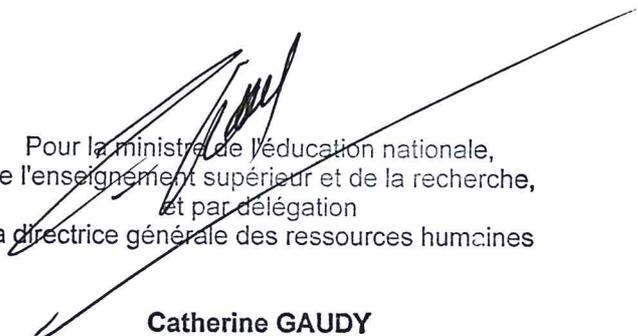
Le dispositif doit être soumis, avant la délibération du conseil d'administration, à l'avis du comité technique de votre établissement. Les attributions individuelles relevant de l'intéressement sont fixées par le président ou le directeur de l'établissement dans le cadre des modalités arrêtées par le conseil d'administration.

Chaque bénéficiaire est informé par sa hiérarchie du montant qui lui est attribué au titre de l'intéressement et des motifs ayant présidé à cette attribution.

La mise en œuvre du dispositif d'intéressement pourra donner lieu à un rapport annuel du président ou directeur de l'établissement, présenté au comité technique et au conseil d'administration.

Je vous prie de bien vouloir veiller au respect de ces instructions et de porter à ma connaissance les éventuelles difficultés d'application qui résulteraient de la présente circulaire.

Mes services restent à votre disposition pour toute information complémentaire que vous jugeriez utile sur ce dossier.



Pour la ministre de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur et de la recherche,  
et par délégation  
la directrice générale des ressources humaines

**Catherine GAUDY**